

MINORITÉS ET NATIONS EN CRÉATION. LE CAS DES MINORITÉS RUSSOPHONE ET GAGAOUZE DE RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

par Julien Danero Iglesias
Julien.Danero.Iglesias@ulb.ac.be
Université libre de Bruxelles
Cevipol

Présenté au colloque
GOUVERNANCE ET PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE AU SEIN
DES MINORITÉS LINGUISTIQUES ET NATIONALES

Université d'Ottawa
Ottawa (Ontario) Canada
1^{er} au 3^{er} mai 2008

Version préliminaire/Ne pas citer sans la permission de l'auteur

A l'Est du continent européen, la «question nationale» se posait déjà au 19^e siècle, elle s'est reposée à la chute du communisme et de l'Union soviétique. C'est d'ailleurs selon cette ligne nationale que se sont créées les nouveaux Etats indépendants, les anciennes républiques d'URSS qui ont émergé en 1991.

Rogers Brubaker parle dans le cas de ces républiques de «nations en création», des «unrealized states», destinés à être des nations, qui en adoptent les traits à coups de décrets et doivent en même temps composer avec des «minorités nationales» disposées sur leur territoire. La République de Moldavie correspond parfaitement à cette description, et c'est ce cas précis que je vais aborder maintenant. Pour cette présentation, et dans le contexte de cette séance sur l'autogouvernement et la participation démocratique au sein des minorités nationales, je me suis demandé quelles formes de participation avaient été accordées aux deux minorités les plus importantes de la république : les gagaouzes et les russophones.

La présentation se fera en trois temps : je commencerai par vous donner un bref aperçu du contexte particulier de la Moldavie des années 1990 à aujourd'hui et j'expliquerai brièvement quelle est la vision politique nationale moldave depuis l'indépendance. Je pourrai dès lors enchaîner avec le cas particulier de ces deux minorités nationales, en voyant quels problèmes se sont posés et quelles solutions ont été accordées. Avant de conclure, je comparerai les deux situations et m'attacherai à les mettre en perspective.

LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE DEPUIS L'INDÉPENDANCE

Pour bien comprendre ce qu'il se passe à l'heure actuelle au sujet des minorités dont nous allons parler, il convient de remonter à la fin des années 1980 et aux politiques de Glasnost et de Perestroika de Gorbatchev. En effet, l'action du leader soviétique mènent à une montée du nationalisme dans les républiques fédérées de l'Union, et la République socialiste soviétique de Moldavie ne fait pas exception. Le Front populaire de Moldavie (FPM) se crée à l'époque, prônant la renaissance de la Moldavie, se basant sur une vision nationale tournée vers la Roumanie. Le Front lutte pour une «roumanité» de la Moldavie, pour un passage du cyrillique à l'alphabet latin, selon eux, le moldave n'est autre que le roumain, etc.

Aux élections parlementaires de 1990, un an avant l'indépendance, donc, le Front parvient à placer ses candidats au parlement, aux côtés du PCM. Le PCM perd donc de son autorité sur les masses, le FPM a séduit de par sa rhétorique anticomuniste et démocratique, son programme de renaissance nationale (GURAGATA 2003)

En 1991, après le coup d'Etat de Moscou, l'indépendance moldave est proclamée en même temps que nombre d'autres républiques soviétiques. Face à la surenchère ethnique, un mouvement de défense des Gagaouzes, minorité turque convertie à l'orthodoxie, du

sud de la Moldavie, et un mouvement russophone, principalement basé en Transnistrie, se mettent en place et s'opposent à cette nouvelle orientation de la république qu'ils entendent comme roumaine et contraire à leurs attentes.

Mais, face à cette surenchère, face au conflit qui éclate entre les autorités de Tiraspol et celles de Chisinau, revendiqué comme ethnique mais principalement économique, la population moldave ne suit plus le discours du FPM dont le programme d'indépendance était désormais réalisé. L'électorat moldave était bien plus modéré sur la question ethnique que le Front, un parti agrarien l'a compris et entre en scène avec un discours ethnique consensuel. Le PDAM, fait d'ex-communistes modérés qui reconnaissent leurs erreurs et leur vulnérabilité, prône un nationalisme moldave, rassurant les minorités nationales et s'accordant plus avec la vision de la majorité des Moldaves ne se sentant pas vraiment roumains. (CROWTHER, 2004) En effet, comme le montre le recensement de 1989, sur 4 300 000 Moldaves, on comptait 65% d'ethniquement Moldaves, 26 % de Russophones et 3,5 % de Gagaouzes à côté d'une multitude d'autres ethnies moins représentées. (Recensement soviétique de 1989)

Mircea Snegur, une des figures-clefs de l'indépendance et du Front, comprend cette modération de l'électorat et se distancie peu à peu du Front et prend des mesures de confiance, dont une loi sur la citoyenneté non-exclusive en 1991. Snegur ratisse large, son discours est ethniquement consensuel, la Moldavie est moldave, pas roumaine. Et c'est payant, rassurant surtout vu le conflit en cours en Transnistrie.

Aux élections législatives de 1994, le PDAM emporte 43% des suffrages, et s'alliant des russophones de l'Edinstvo, forme une majorité. Le Front s'emballe et chute, les modérés désertent ce parti. (CROWTHER 2004). 1994 marque donc la victoire en Moldavie d'une doctrine dite «des Deux-Etats», faisant de la Roumanie et de la Moldavie une nation commune située dans deux Etats différents. Cette doctrine est aussi plus connue sous le nom de «moldovanisme», et c'est cette doctrine qui a été récupérée par l'ensemble des partis qui se sont succédé au pouvoir en Moldavie depuis 1991.

En 2001, un parti qui se proclame «néo-communiste», alliant «le meilleur de l'époque soviétique au meilleur de la démocratie contemporaine», arrive au pouvoir. S'appuyant sur un discours nostalgique soviétique de retour à une situation matérielle meilleure de la population et sur des élites non-corrompues, le Parti des Communistes de République de Moldavie, ou PCR, a

pu convaincre tant l'électorat des moldaves majoritaires que celui des ethnies minoritaires.

Depuis, suivant les lignes tracées par la Constitution de 1994, se montrant inclusive à l'égard des minorités et ne faisant mention d'aucune orientation quelconque de la nation moldave, une nouvelle «Conception de Politique nationale» a été adoptée au Parlement en 2003, proposée et soutenue par la majorité communiste au pouvoir. Cette Conception fait valoir «l'intégration et le renforcement du peuple multiculturel et multilingue de la République de Moldavie, par l'harmonisation des intérêts nationaux généraux avec les intérêts propres à toutes les communautés ethniques et linguistiques du pays.» (Conception de Politique nationale, 2003) En suivant les termes de Roger Brubaker, la Moldavie est donc une «nation en création», un «Etat nationalisant», destiné à être un Etat-Nation sans l'être déjà. Les autorités tentent ainsi de légitimer leur pouvoir et mettent en place des politiques visant à asseoir cette vision nationale les confortant. (Brubaker, 1996) Le «moldovanisme» a donc été entendu dès 1991 comme un moyen de s'assurer du pouvoir à Chisinau, et d'empêcher aussi par exemple aux élites moldaves de devenir les élites d'une province roumaine alors qu'ils pouvaient être des élites nationales. Ainsi, un dictionnaire moldave-roumain a été écrit, une encyclopédie moldave devrait voir le jour, le «cours d'histoire des Roumains» doit être remplacé par un «cours d'histoire des Moldaves», etc. Une «Maison des Nationalités» a été créée à Chisinau, s'attachant à faire vivre ensemble cet ensemble d'ethnies et participe d'une même vision idéale de la nation moldave. Comme nous l'a affirmé une consultante à la Direction des Minorités nationales : «Nous avons certaines traditions communes, qui transparaissent lors du festival des ethnies, où l'on rencontre une atmosphère extraordinaire, tous sont comme des frères, c'est un moment de tolérance de l'un par rapport à l'autre.» (Lidia Mantorova, 2007)

GAGAOUZES ET RUSSOPHONES

Après vous avoir brièvement présenté cette conception nationale moldave, on peut maintenant voir de quelle manière ont été incluses les minorités nationales. Je commencerai par la minorité gagaouze et passerai ensuite à la minorité russophone.

Gagaouzes

Les Gagaouzes forment un peuple d'une centaine de milliers d'habitants en République de Moldavie, situé dans le sud de la République. Pour les caractériser

grossièrement, c'est un peuple de Turcs orthodoxisés, installés en Moldavie depuis le Moyen Âge ou les guerres russo-turques selon les théories.

Tout au long de la période soviétique, la culture gagaouze a été largement oubliée et dès les années 1960, la langue gagaouze n'a plus été enseignée et remplacée par l'étude de la langue russe. À côté de cette faiblesse culturelle, la région est restée une des moins développées, concentrant à peine 4 % des industries de la république. À cela s'ajoutaient un développement faible des infrastructures routières et ferroviaires, des problèmes d'eau potable et de santé.

À la fin des années 1980, en parallèle au mouvement de renaissance nationale moldave, un mouvement culturel gagaouze voit le jour, tentant de mettre le doigt sur cet état piteux des choses. La «question gagaouze» a été prise en compte par le soviétique suprême de Moldavie en 1989. À l'indépendance de la République, en 1991, des heurts ont éclaté en Gagaouzie en même temps qu'en Transnistrie, une république indépendante de Gagaouzie ayant même été proclamée.

À l'instar du conflit avec la Transnistrie, sur lequel nous reviendrons dans quelques instants, une solution a été trouvée assez rapidement. En effet, dès 1994, un «statut spécial» est accordé et une loi est prise en décembre de la même année, établissant une région autonome dans le sud de la République, Gagauz Yeri, reprenant les «rayons» à majorité gagaouze. Une «unité territoriale autonome» a donc été créée, faisant partie intégrante de la Moldavie, mais laissant aux Gagaouzes une certaine forme d'autodétermination, principalement culturelle. La région a son propre gouverneur, le «baskan», et a ses propres élections, tout en participant à l'ensemble des élections locales et parlementaires du pays. L'autonomie est principalement culturelle, l'enseignement est donné en langue gagaouze et russe, la région disposant de trois langues officielles, gagaouze, russe et moldave. (King, 2000)

Russophones

En ce qui concerne la deuxième minorité nationale que nous étudions, le problème principal s'est posé tout d'abord différemment qu'avec les Gagaouzes. En effet, si dans le cas gagaouze, on peut parler d'une minorité nationale aspirant à une reconnaissance d'une culture totalement ignorée, ce qui a été présenté comme ethnique par la Transnistrie n'est en fait qu'un problème économique et de pouvoir. Dès 1989, contre une orientation roumaine de la nation et contre la naissance d'un centre de pouvoir à Chisinau, les autorités de Trans-

nistrie ont aussi invoqué l'argument ethnique d'une région majoritairement russe pour déclarer leur indépendance.

Une guerre civile a éclaté et un cessez-le-feu a été signé après l'intervention de l'armée russe. Depuis la Transnistrie est une entité indépendante de facto, faisant légalement partie de la République de Moldavie. Toutefois, celle-ci n'exerce plus aucun contrôle sur le territoire. Plusieurs tentatives de résolution du conflit ont été proposées, aucune n'a abouti, même si le président moldave promet tous les mois une «réintégration rapide de la Moldavie».

Ce conflit n'a concerné que les russophones de l'autre côté de la rivière séparant la Moldavie de la Transnistrie. En effet, sur le territoire national demeure encore une population russophone assez importante, concentrée principalement dans les grandes villes et autour des centres industriels. Après l'adoption du moldave comme langue officielle de la République, conformément à la vision inclusive des autorités, la langue russe a obtenu le statut de «langue de communication inter-ethnique». Ce statut a permis aux citoyens moldaves d'origine russe de s'exprimer dans leur langue en toute occasion, et a conféré paradoxalement un statut plus élevé à cette langue qu'à la seule langue officielle, n'obligeant pas les russophones à étudier le moldave.

Toutefois, il s'est avéré que les russophones de Moldavie partageaient la vision multiethnique de la nation prônée par le gouvernement. Aucun flux particulier de migrants russophones n'a été observé de Moldavie vers la Transnistrie, principalement à cause de la situation économique déplorable de la région séparatiste. Même si la situation économique n'est pas favorable en Moldavie, elle l'est encore moins en Transnistrie. Les russophones de Moldavie se montrent même favorables à l'adhésion européenne, car même s'ils ont longtemps partagé l'idée d'un partenariat privilégié avec la Russie, ils semblent maintenant envisager que la Moldavie ne pourra s'en sortir sans l'Union européenne, voyant la situation économique favorable en Roumanie voisine. (Etnobarometru, 2007)

PERSPECTIVES

Si l'on compare les deux minorités nationales principales en Moldavie, la minorité gagaouze et la minorité russophone, l'on constate que les problèmes qui se sont posés au début des années 1990 ont trouvé une solution pacifique. La vision nationale multiethnique et inclusive des autorités a permis d'apaiser les tensions, si l'on met bien sûr le cas de la Transnistrie à part. Cette belle

histoire est donc fidèle à un dicton moldave selon lequel «la mamaliga n'explode pas».

Toutefois, la situation en Moldavie n'est pas dès plus enviables, le pays est notamment considéré comme le pays le plus pauvre d'Europe, derrière l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine (CIA, 2006), l'immigration prend une ampleur considérable et le salaire moyen ne dépasse pas les 100 dollars US. Les néo-communistes au pouvoir depuis 2001 avaient promis d'apporter la prospérité, ils ont déçu et les résultats se font toujours attendre.

En ce qui concerne les minorités, cette situation économique désastreuse représente le premier obstacle majeur à leur développement. En effet, dans le cas gagaouze, le manque d'argent de la région et le peu de fonds envoyés par le pouvoir central à la région empêche un développement réel de la culture gagaouze, les professeurs manquent dans l'enseignement, les infrastructures manquent aussi ou sont trop anciennes, et la région reste toujours la plus pauvre du pays.

Dans le cas de la minorité russophone, une fois que le Parti des Communistes a déçu, l'on s'aperçoit rapidement que les russophones de la République n'ont plus de parti pour lequel voter. Chisinau a récemment élu un maire pro-roumain à la tête de la municipalité, lors des élections locales de 2007. Si l'on observe le taux de participation, l'on s'aperçoit vite qu'il semble assez plausible que les russophones n'aient tout simplement pas voté. Même si la majorité moldave et beaucoup de journaux de la capitale ont tôt fait d'annoncer que même les russophones votaient désormais pour un leader roumanophone, la réalité semble plus problématique.

Le russe jouit pour le moment du statut de langue de communication interethnique, plusieurs demandes ont déjà été introduites pour en faire une deuxième langue officielle à côté du moldave. Toutefois, l'«Etat nationalisant» moldave n'est pas encore prêt à accéder à cette demande, la langue moldave se sentant comme une langue faible face à la langue russe, les autorités veulent éviter de lui donner trop de pouvoir. Même si l'économie est principalement dominé par la langue russe et les intérêts financiers russes en Moldavie, les citoyens russo-phones doivent petit à petit faire l'effort pragmatique d'apprendre le moldave pour obtenir de meilleures positions, passant au-dessus d'un ressentiment ancien.

La nation moldave est donc en train de se créer, prônant la multiethnicité mais faisant face à un problème d'argent certain empêchant aux mesures de s'implémenter correctement. La vision de politique nationale a levé énormément de critique lors de son adoption en 2003, les partis d'opposition invoquant une

réécriture de l'histoire et des relents soviétiques un peu trop prononcés. Ce qui laisse à penser que l'affirmation de Kymlicka, selon laquelle aucune nation multiethnique n'est culturellement neutre, se vérifie.